

KUGLER, Richard L et Ellen L. FROST (dir.). *The Global Century. Globalization and National Security*. 2 volumes, Washington, Institute for National Strategic Studies, National Défense University, 2001, 1 124 p.

Aziz Enhaili

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704461ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704461ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Enhaili, A. (2002). Compte rendu de [KUGLER, Richard L et Ellen L. FROST (dir.). *The Global Century. Globalization and National Security*. 2 volumes, Washington, Institute for National Strategic Studies, National Défense University, 2001, 1 124 p.] *Études internationales*, 33(3), 589-591. <https://doi.org/10.7202/704461ar>

L'ouvrage de Kirton et von Furstenberg met en avant les formidables transformations à l'œuvre au plan économique global. La révolution induite par les technologies de l'information et de la communication oblige à une régulation au niveau global. Dans cette perspective, la présentation d'un ensemble essentiel de dossiers relatifs aux problèmes de la gouvernance économique globale est un bon service rendu aux étudiants, aux chercheurs et aux professionnels, d'autant plus qu'on trouve une partie intéressante d'annexes incluant des documents. On regrettera simplement que l'option prise pour le libéralisme ait laissé au second plan des problématiques de développement économique moins inspirées par la seule logique du marché.

Joseph MAILLÉ

Faculté de sciences sociales et économiques  
Institut Catholique de Paris

### **The Global Century. Globalization and National Security.**

KUGLER, Richard L. et Ellen L. FROST  
(dir.). 2 volumes, Washington, *Institute  
for National Strategic Studies, National  
Defense University*, 2001, 1124 p.

La fin de la guerre froide a donné naissance à l'émergence d'une nouvelle architecture internationale. Dans ce contexte, la globalisation est apparue comme l'enjeu majeur à l'entrée du nouveau millénaire. Le nouveau système émergent est basé sur une économie globale. Cette donne conduit les observateurs et les décideurs à revoir les schémas traditionnels hérités de la période de la guerre froide. Le système global met à nu

l'artificielle frontière entre, d'une part, les politiques domestique et étrangère des États-nations et, d'autre part, entre leur sphère économique et leur sécurité nationale.

Prenant conscience de l'impact crucial de cette nouvelle donne sur l'avenir des questions de sécurité internationale, le ministère américain de la Marine a chargé l'Université de Défense nationale d'étudier la globalisation. Ce projet consistait à mieux comprendre et cerner ses éventuelles conséquences pour la sécurité nationale des États-Unis comme seule superpuissance ainsi que le rôle dévolu aux forces armées américaines au cours du 21<sup>e</sup> siècle. Dans ce cadre, l'Institut des études stratégiques a réuni un groupe de cinquante et un chercheurs et analystes américains et étrangers. Ces experts proviennent du monde universitaire, des sphères gouvernementales, des affaires, des médias et des systèmes de l'information. Le fruit de ce débat multidisciplinaire est renfermé dans le livre recensé ici.

Cet ouvrage consacré à la question de la globalisation, est divisé en deux volumes. Le premier volume porte sur l'impact de la globalisation sur les affaires internationales et la sécurité nationale, et le second examine ses tendances globales et régionales et les politiques à adopter à leur égard. Le premier volume est divisé en trois parties. Précédée d'un chapitre d'introduction, la première partie comportant cinq chapitres, traite des implications stratégiques de la globalisation pour la politique des États-Unis. La deuxième partie comptant dix chapitres, étudie les priorités émergentes pour la politique étrangère et la sécurité nationale des États-Unis.

La troisième partie comptant dix chapitres, examine les défis auxquels seront confrontées la stratégie de défense et les forces armées des États-Unis. Le second volume est divisé en deux parties. La première comptant douze chapitres, traite les tendances globales partagées entre unité et fragmentation. La seconde partie comportant onze chapitres, examine les défis ou promesses des tendances régionales de la globalisation.

Au niveau théorique, la globalisation est définie ici comme un « processus dynamique de changement qui se caractérise par l'accroissement, par-delà les frontières, des vagues d'échange des investissements, des finances, de la technologie, des idées, des cultures, des valeurs et de la population » (p. 4). Ce processus est nouveau. Son importance découle du fait qu'il accélère l'interaction entre des pays et des régions et tisse entre eux un réseau de liens géographiques et fonctionnels jamais égalés.

Basée sur une approche théorique réaliste, cette définition de la globalisation se veut neutre et empirique. Elle présente deux avantages. Le premier est celui de nous permettre de réaliser que dorénavant tout ce qui touche une région du monde peut affecter la sécurité et la prospérité des autres pays ou régions, dont les États-Unis. Le second est celui de nous apprendre la prudence quant à la prédiction des éventuelles conséquences de la globalisation.

Dans cette perspective théorique ouverte, trois hypothèses principales sont développées. La première suggère que les années à venir amènent les États-Unis et plusieurs autres pays à faire face à d'importants défis et à les

relever grâce au développement de politiques pratiques et intelligentes à même de maîtriser la globalisation. La deuxième hypothèse stipule que cette nouvelle donne qu'est la globalisation n'est pas en soi porteuse exclusivement de conséquences positives ou négatives. La région des démocraties riches est mieux placée pour bénéficier des effets positifs de la globalisation et minimiser ses conséquences négatives alors que dans les autres régions la situation sera plus compliquée. La troisième hypothèse suggère que la position centrale des États-Unis comme *pouvoir global* fasse en sorte que leur agenda politique sera à la fois plus important et différencié par rapport à leurs agendas antérieurs, puisqu'il devra être encadré par une vision globale et intégrée.

D'un point de vue américain, cette nouvelle approche théorique de la question de la globalisation présente trois avantages. D'abord, la conscience de devoir élaborer une nouvelle doctrine des intérêts nationaux des États-Unis consistant à penser et agir dans un esprit global. Dans ce nouveau contexte d'âge ou de « Siècle global », la diplomatie et la stratégie de sécurité nationale déployée à l'étranger seront intégrées à la politique économique étrangère. Ensuite, cette doctrine rendra nécessaire la réorganisation bureaucratique de l'État central américain en vue d'harmoniser les différents départements gouvernementaux et agences. Enfin, cette nouvelle option mettra en évidence la nécessité de rebâtir la stratégie de défense et les forces armées, pour relever les nouveaux défis et faire en sorte que les États-Unis demeurent l'unique superpuissance militaire mondiale.

Cet important ouvrage arrive au bon moment. Il représente une contribution majeure de deux ordres. Le premier est théorique et le second est pratique. Pour le premier aspect, ce travail multidisciplinaire présente une importante contribution à l'étude de la globalisation à l'aide d'analyses originales ayant des perspectives différentes. Ce faisant, ce livre développe une approche stimulante pour les recherches à venir sur la globalisation. L'approche théorique réaliste adoptée ici permet de mettre de côté les jugements de valeur négatifs ou positifs portés sur la globalisation. Pour le second aspect pratique, ce livre présente une analyse des conséquences stratégiques de la globalisation, dégage ses implications au niveau des politiques et contribue ainsi à apporter des pistes servant les choix politiques futurs des décideurs américains. Cette analyse globale nous amène à réaliser, d'une part, l'importance inédite et cruciale de ce nouveau phénomène mondial, et, d'autre part, la communauté de destin des différentes régions du monde qui sont dorénavant liées les unes aux autres.

Aziz ENHAILI

*Doctorant en science politique  
Université Laval, Québec*

**The Amoral Elephant.  
Globalization and the Struggle  
for Social Justice  
in the Twenty-First Century.**

TABB, William. *New York, Monthly  
Review Press, 2001, 216 p.*

Ce livre prend vigoureusement parti contre la globalisation financière et le discours néo-libéral qui la promeut. Il s'oppose cependant au protectionnisme et à une surenchère

dans le protectionnisme que risquent de provoquer les méfaits d'une mondialisation déréglée. Il ne condamne pas le commerce international, les transferts technologiques et les investissements directs étrangers qui les favorisent. Sa cible première, c'est la liberté du capital financier à imposer partout sa loi au détriment des travailleurs et des citoyens. Son extrême mobilité lui donne ce pouvoir et lui permet de se conduire de façon irresponsable d'un point de vue social. On ne peut dire que les politiques aient capitulé devant lui ; s'il est si fort, c'est parce que plusieurs États, et d'abord l'américain, prennent son parti et règlent ses dérèglements. Le règne du capital international est une forme de l'impérialisme américain ou plus exactement de certaines couches sociales aux États-Unis, qui se trouvent des comparses ou mettent en place des comparses dans la « périphérie ». Le monde serait la proie d'une alliance entre le Trésor américain, Wall Street et le FMI. L'ascendant idéologique du discours que tiennent ces trois larrons, signifie évidemment que les forces sociales et politiques qui auraient pu leur résister, sont affaiblies.

Ce livre n'est pas un pamphlet et ne reprend pas le cadre d'analyse marxiste, si ce n'est partiellement. Il tente d'analyser comment les politiques keynésiennes, les compromis entre classes que supposaient ces politiques, l'État social-démocrate et la maîtrise relative des économies nationales à l'abri d'un contrôle des changes (établi à Bretton Woods et défini comme un fondement du FMI première manière) ont été progressivement abandonnés avec la libéralisation des mouvements de capitaux.